



PRÉFECTURE DE LA LOIRE

ARRETE N° 714/DDPP 2010
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1,

VU l'arrêté d'autorisation du 11 décembre 1992 modifié réglementant les activités exercées par la STE PROTEC-METAUX dans ses installations sises à SAINT-ETIENNE, 17 rue du Puits Camille,

VU l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 imposant des prescriptions complémentaires à l'exploitant,

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 30 septembre 2010, établi à la suite d'une visite d'inspection du 23 septembre 2010, constatant que la société PROTEC-METAUX procède au stockage de produits liquides sans les associer à une capacité de rétention,

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1er – La société PROTEC-METAUX est mise en demeure, pour son installation sise à SAINT-ETIENNE, 17 rue du Puits Camille, de mettre sur rétention tous les stockages de produits et toutes les installations susceptibles d'entraîner une pollution du sol, conformément aux dispositions des articles 7.4.3.1 à 7.4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 susvisé, **sous un délai de 3 mois**.

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Article 3 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 – Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations et Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 22 octobre 2010

Pour le Préfet de la Loire

et par délégation

Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la STE PROTEC-METAUX
17 rue du Puits Camille
42000 SAINT-ETIENNE

- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE

- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Loire

- Archives

- Chrono